

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
N° 213 : du 1^{er} au 30 juin 2025

Japon

- La Diète adopte une réforme du système public de retraite japonais
- Un nouvel objectif d'attraction des IDE au Japon
- Washington D.C. presse Tokyo sur ses engagements de Défense
- Nippon Steel* finalise l'acquisition d'*U.S. Steel* sous conditions strictes
- L'Ambassade de France au Japon prolonge le Sommet pour l'action sur l'IA de Paris avec un débat d'experts à Tokyo

Corée du Sud

- Les autorités sud-coréennes prennent le cap de la relance budgétaire, en ciblant la consommation des ménages
- La reprise des marchés financiers sud-coréens se confirme
- Le nouveau président sud-coréen, Lee Jae-myung, nomme des dirigeants du secteur de l'IA à des fonctions gouvernementales clés
- Le nouveau président affiche sa volonté de concertation avec les principaux conglomérats

Politiques économiques

La Diète adopte une réforme du système public de retraite japonais. La Chambre haute de la Diète a adopté le 13 juin une réforme du système public de retraite japonais afin (i) d'élargir la couverture du régime des salariés (*kōsei nenkin*) et (ii) de mieux protéger les retraités aux revenus modestes, notamment la *ice-age generation* majoritairement orientée vers l'emploi irrégulier (N.B. : cette génération désigne les personnes qui sont entrées sur le marché du travail entre 1993 et 2004, après l'éclatement de la bulle économique japonaise. Elle compte entre 17 et 20 millions de personnes, soit un sixième de la population du pays. En raison de la déréglementation du travail à l'époque, beaucoup occupent des emplois précaires).

Parmi les principales mesures figurent la suppression progressive du seuil de revenus (actuellement fixé à 1,06 M JPY, soit 7 300 EUR) et de la taille minimale des entreprises (51 salariés) qui conditionnaient jusqu'ici l'affiliation obligatoire des travailleurs à temps partiel au *kōsei nenkin*. Pour atténuer l'impact de cette réforme sur les TPE et PME, l'État prendra en charge les surcoûts patronaux durant 3 ans. La réforme prévoit également une révision du régime des pensions pour les seniors en emploi : à partir de 2026, ceux dont les revenus mensuels cumulés (salaire et pension) n'excèdent pas 620 000 JPY (3 780 EUR) percevront leur retraite sans pénalité. Enfin, un mécanisme de revalorisation de la pension de base (*kokumin nenkin*) a été introduit : après un audit prévu en 2029, une augmentation possible de +30 % des prestations pourrait être décidée pour les revenus les plus faibles, financée par des transferts du *kōsei nenkin*. Le *kōsei nenkin*, cofinancé par les employeurs et les salariés, offre actuellement une pension moyenne d'environ 146 000 JPY par mois (soit 893 EUR), contre seulement 69 000 JPY par mois (422 EUR) pour le *kokumin nenkin*. [Japan Times](#), [Nikkei](#)

Un nouvel objectif d'attraction des IDE au Japon. Le Japon renforce sa stratégie d'attraction des investissements directs étrangers (IDE), avec pour objectif de porter le stock d'IDE entrants à 120 000 Mds JPY (712 Mds EUR) d'ici 2030, puis à 150 000 Mds JPY (890 Mds EUR) dans les années suivantes. Ce nouveau programme, annoncé début juin, remplace celui de 2023 (objectif : 100 000 Mds JPY – soit 593 Mds EUR – en 2030), en mettant l'accent sur (i) le soutien aux projets stratégiques (*Green Transformation – GX*, *Digital Transformation – DX*, sciences de la vie), (ii) le renforcement de l'écosystème des start-ups et des partenariats entre entreprises étrangères et locales, (iii) tout en améliorant les conditions d'implantation (procédures en anglais, logement, protection santé). Ce programme prévoit aussi des réformes légales et fiscales, une révision des systèmes des zones économiques spéciales (ZES), un soutien accru aux collectivités locales

(par le biais de subventions), ainsi qu'une communication renforcée par le *Japan External Trade Organisation* (JETRO) et les ambassades à l'étranger. Le stock d'IDE au Japon reste modeste (6 % du PIB en 2023, contre 33 % en France), mais il a plus que doublé entre 2014 et 2024, passant de 23 800 à 53 800 Mds JPY (140,5 Mds EUR à 317 Mds EUR). La tendance s'est accélérée depuis 2020, avec une croissance annuelle moyenne des flux entrants de +82 % entre 2020 et 2023, contre 26 % au sein de l'OCDE et 35 % au niveau mondial. En visant une part des IDE entrants de 15 à 17 % du PIB, le Japon se repositionne dans la grande course mondiale aux capitaux. [Direction générale du Trésor – Service économique régional de Tokyo](#), [JETRO](#), [Cabinet Office](#)

Washington presse Tokyo sur ses engagements de Défense. Les États-Unis ont appelé le Japon à porter ses dépenses militaires à 3,5 % du PIB, alors que Tokyo est déjà engagée sur une trajectoire de doublement de son budget de Défense pour atteindre 2 % d'ici 2027. Cette demande surenchérit sur une précédente demande fixée à 3 % il y a seulement quelques mois. En réaction, le Premier ministre S. Ishiba a déclaré, le 23 juin, qu'il n'était pas souhaitable de se concentrer sur des objectifs chiffrés, tel qu'un pourcentage de PIB, en la matière. Dans ce contexte de pressions, le Japon s'est désengagé de deux sommets internationaux avec les États-Unis (annulation de la réunion « 2+2 » des ministres des Affaires étrangères et de la Défense japonais et américains du 20 juin ; absence du Premier ministre Ishiba du sommet de l'OTAN à La Haye des 24-26 juin, remplacé par son ministre des Affaires étrangères). En marge de ce sommet, le président Trump a même appelé les alliés asiatiques à porter leurs dépenses militaires à 5 % du PIB – sur fond de tensions commerciales persistantes. En mai, les exportations japonaises vers les États-Unis ont baissé de -11,1 %. [Nikkei Asia](#), [Japan Times](#), [Reuters](#)

Entreprises

Nippon Steel finalise l'acquisition d'U.S. Steel sous conditions strictes. Le 18 juin, à l'issue de 18 mois de négociations et d'une série de rebondissements politiques et juridiques, *Nippon Steel* a finalement acquis *U.S. Steel* pour un montant de 14 Mds USD. Initialement bloquée par l'administration Biden, l'opération a été validée par décret présidentiel après réexamen par le CFIUS (*Committee on Foreign Investments in the United States*). Elle fait néanmoins l'objet de conditions sans précédent : le gouvernement américain obtient une « *golden share* », lui conférant un droit de veto sur tout transfert de production ou d'emplois à l'étranger, réduction des investissements, changement de nom ou de siège social, acquisition, ou fermeture de sites existants. *U.S. Steel* doit également conserver son siège à Pittsburgh et demeurer sous contrôle américain, avec un conseil d'administration majoritairement composé de citoyens américains et un PDG américain. Enfin, dans le cadre d'un « *National Security Agreement* », *Nippon Steel* s'engage à investir aux États-Unis 11 Mds USD supplémentaires d'ici 2028.

Grâce à cette opération, *Nippon Steel* devient le 2^{ème} producteur mondial d'acier, après le groupe chinois *Baowu*, et contourne en partie les nouveaux droits de douane de 50 % imposés par Washington D.C.

sur l'acier depuis le 4 juin. Pour les États-Unis, cet accord sécurise l'emploi et la production domestiques, tout en apportant des investissements massifs. Malgré l'enthousiasme affiché par la partie japonaise, des inquiétudes persistent sur le coût de cette opération et sur la capacité du groupe à intégrer *U.S. Steel*, en raison de son expérience limitée dans des acquisitions de cette ampleur. [Nikkei Asia](#)

L'Ambassade de France au Japon prolonge le Sommet pour l'action sur l'IA de Paris avec un débat d'experts à Tokyo. Le 26 juin dernier, quatre mois après le Sommet qui avait réuni plus de 1 000 participants en provenance de 170 pays à Paris, l'Ambassade de France a organisé un événement intitulé « *Paris AI Action Summit in focus: insights and the road ahead* », autour d'une table ronde réunissant Mme Joëlle Barral, ancienne membre de la Commission gouvernementale sur l'IA générative, M. Hiroaki Kitano, *Chief Technology Fellow* de *Sony Group*, et M. Llion Jones, co-fondateur et *Chief Technology Officer* de la start-up *Sakana AI*, figure montante de l'IA au Japon. Une trentaine de participants français et japonais, des secteurs public et privé, ainsi que du monde académique et de la recherche, ont pris part à ces échanges. Le débat a mis en lumière les apports scientifiques récents, comme les avancées en modélisation protéique grâce à l'IA, et réaffirmé la nécessité d'une gouvernance internationale fondée sur l'intérêt général.

Corée du Sud

Politiques économiques

Les autorités sud-coréennes prennent le cap de la relance budgétaire, en ciblant la consommation des ménages. Deux mois après l'adoption d'un premier budget additionnel de 13 800 Mds KRW (10 Mds USD) sous l'administration précédente, un second plan de soutien de 30 500 Mds KRW (22 Mds USD), porté par la nouvelle administration Lee, a été soumis à l'examen de l'Assemblée nationale. Ce nouveau budget est composé aux deux tiers (15 Mds USD) de dépenses destinées à stimuler l'activité économique. Le tiers restant (8 Mds USD) vise à pallier la révision à la baisse des recettes fiscales attendues pour 2025. Les mesures de relance incluent notamment une enveloppe de 8 Mds USD destinée à stimuler la demande des ménages, versée essentiellement sous forme de coupons en espèces, compris entre 150 000 et 500 000 KRW (soit entre 109 et 362 USD). En parallèle, 1 Md USD sera mobilisé pour accompagner la reprise des petites entreprises, incluant des mesures d'annulation de créances, et près de 2 Mds USD seront déployés pour revitaliser l'industrie de la construction. L'impact du plan sur la croissance économique est estimé à +0,1 point de PIB pour 2025, mais il pèsera aussi sur les équilibres budgétaires : le déficit public devrait atteindre 4,2 % du PIB en 2025 (contre 3,3 % après le premier plan), et la dette publique devrait progresser à 49,0 % du PIB (contre 48,4 % précédemment). [The Chosun Daily](#), [Reuters](#)

La reprise des marchés financiers sud-coréens se confirme, portée par un regain de stabilité politique et un optimisme sur les questions commerciales. Après avoir été affectés par la vague de mesures tarifaires américaines de fin mars et de début avril, les indices financiers sud-coréens ont amorcé un rebond à partir de la mi-avril, qui s'est renforcé à la suite de l'élection du nouveau président Lee Jae Myung. L'indice boursier KOSPI a ainsi enregistré une progression de +35 % depuis le 8 avril, date de l'annonce des droits de douane « réciproques » américains, atteignant son niveau le plus élevé depuis 3 ans. Dans le même temps, les pressions sur le won se sont nettement atténuées, la devise sud-coréenne enregistrant la 2^{ème} plus forte appréciation parmi les devises asiatiques depuis l'amorce de la détente tarifaire (baisse du taux USD/KRW de -7,5 % depuis fin mars), derrière le nouveau dollar de Taïwan (baisse du taux USD/TWD de -11,0 %). Ces évolutions s'appuient sur l'optimisme croissant concernant un accord commercial avec les États-Unis, la dissipation des incertitudes politiques, ainsi que les annonces de réformes financières et de mesures de relance par le nouvel exécutif. Il convient toutefois de souligner que, face au conflit armé entre Israël et l'Iran, le won a enregistré un repli notable. [Maeil Business Newspaper](#), [Chosun Biz](#), [The Korea Herald](#)

Entreprises

Le nouveau président sud-coréen, Lee Jae-myung, nomme des dirigeants du secteur de l'IA à des fonctions gouvernementales clés. Alors que Lee Jae Myung a placé l'IA au cœur de sa politique économique, avec la promesse d'un fonds public doté de 67 Mds EUR, il a nommé de hauts dirigeants d'entreprises technologiques sud-coréennes à des postes clés de son gouvernement. Ainsi, le président de *LG AI Research* a été désigné ministre des Sciences et des Technologies de l'Information et de la Communication. Par ailleurs, la ministre désignée des PME et des start-ups est l'ancienne PDG du géant sud-coréen du numérique *Naver*, et aura également en charge de piloter la politique d'IA sous l'angle des écosystèmes de start-ups. Enfin, le président Lee a créé un nouveau poste de conseiller pour l'IA auprès de la présidence en la personne de l'actuel directeur du centre d'IA de *Naver*. Ces nominations illustrent la volonté du président de mieux prendre en compte les enjeux du secteur privé, en donnant corps aux ambitions nationales en matière d'IA. Fin juin, le conglomérat *SK* a annoncé la création, conjointement avec *Amazon Web Services*, d'un centre d'IA pour un investissement de 5 Mds USD. De son côté, *OpenAI* a annoncé fin mai l'ouverture d'un bureau à Séoul pour renforcer ses collaborations avec les groupes sud-coréens, l'entreprise américaine soulignant que la Corée du Sud constitue sa deuxième base d'abonnés payants après les États-Unis. [Yonhap](#), [Korea Herald](#), [Korea Times](#), [JoongAng](#)

Le nouveau président affiche sa volonté de concertation avec les principaux conglomérats. Le 13 juin, Lee Jae Myung a rencontré les dirigeants des cinq principaux groupes sud-coréens (*Samsung, SK, Hyundai, LG et Lotte*), avant son départ pour le sommet des dirigeants du G7 auquel il avait été convié. En termes de politique économique, il s'est engagé à supprimer les réglementations « *obsolètes et inutiles* », tout en soulignant le besoin de renforcer les mesures protégeant les consommateurs et préservant la concurrence équitable. Il a admis la nécessité d'établir des liens de confiance entre le gouvernement et le secteur privé, privilégiant le soutien sur le contrôle. Sur le plan international, le nouveau président a affirmé que son gouvernement poursuivrait une politique commerciale « *pragmatique et flexible* », en référence notamment à la négociation commerciale en cours avec l'administration Trump. De leur côté, les conglomérats sud-coréens ont multiplié les engagements d'investissements en Corée du Sud au cours de ces derniers jours, comme *SK* (avec 5 Mds USD investis dans l'IA) et *LG* (1Md USD dans les écrans), mais aussi les signaux d'apaisement sur le plan du dialogue social (ex. : renoncement du groupe *Hanwha* à poursuivre des sous-traitants grévistes sur ses chantiers navals). [Chosun](#), [Yonhap](#), [Korea Times](#)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr